

## Consommations de viande, distinctions et régulations sociales.

Si gouverner « par la viande » se manifeste en amont au niveau de l'ensemble des opérations qui transforment la chair prélevée sur la vie en nutriment (chaîne d'interventions qui s'ancre dans des dispositifs différents selon les contextes sociohistoriques), cet art de gouverner se déploie également en aval dans la régulation sociale des pratiques de consommations carnées et des attitudes qu'il convient socialement d'« avoir », de « respecter » sinon de « préconiser » dans ce domaine. Sur la base de la présentation de quelques travaux d'ordre sociologique ou historique portant sur le sujet, on verra combien l'acte de consommation de la viande reste soumis, aujourd'hui encore, à des logiques sociales de distinction qui apparaissent le plus souvent déguisées derrière des critères d'appréciations sanitaires, diététiques ou esthétiques.

La régulation de la « demande » de consommation de la viande s'appuie le plus souvent de manière « spontanée » sur certaines normes nutritionnelles dominantes situées socialement et relayées par toutes sortes de discours savants (hygiéniques, sanitaires, médicaux) mais aussi médiatiques dont le contenu, l'importance relatives et la pression normative varient à travers le temps. A travers ces pratiques régulatrices, c'est généralement la définition de tout un régime de savoir « bien manger » qui constitue l'un des enjeux de lutte et c'est à travers lui que certains rapports sociaux se manifestent de manière sous-jacente. Toutes les viandes ne sont pas investies socialement du même « prestige » ni des mêmes vertus diététiques ; une chose est sûre, « il y a viande et viande », dit-on. Comme on le sait, les pratiques de consommation marquées du sceau de la légitimité culturelle (et qui sont perçues comme les plus « raffinées ») sont celles qui sont partagées par les groupes sociaux qui disposent le plus de ressources (matérielles et symboliques), de compétences culturelles et de savoirs certifiés leur permettant à faire reconnaître leur pratique comme légitime (Bourdieu, 1979).

Il n'en demeure pas moins que la définition sociale de la « bonne » viande connaît en même temps des variations importantes selon les classes sociales tant les goûts et les dégoûts apparaissent aujourd'hui encore très contrastés au niveau des pratiques de l'alimentation quotidienne (Régnier, Lhuissier et Gojard, 2006) : on sait que dans les rythmes de consommation, dans les modalités d'accès à la viande luxueuse (plus ou moins fortement transformée, de l'araignée de veau et autres morceaux « de choix » au foie gras) ou au contraire dans la consommation de viandes grasses et par certains dévalorisées (cochonaille, tripes) se jouent les frontières sociales et les pratiques de domination. On sait également que ces rapports socialement différenciés envers la consommation carnée se situent également sur le plan des dispositions éthico-morales engagées dans ces différents régimes alimentaires. Le souci de modération partagé par les couches sociales « éclairées » en matière d'alimentation (où l'anorexie fournit sans doute la pathologie exemplaire, cf. Darmon, 2003) et qui tend à augmenter au fur et à mesure que la teneur en matière grasse ou en protéines est importantes, laisse la place à un hédonisme réaliste en milieux populaires où on ne saurait rechigner, tant qu'on a les moyens et qu'on le peut (Hoggart, 1971), à manger de la viande avec une préférence pour les plats qui « tiennent au corps » et qui sont « consistants » (Boltanski, 1971). Ce genre de régime alimentaire s'avère décrié en haut de l'échelle sociale tant on redoute « les lourdeurs d'estomacs » alors que les mêmes sensations somatiques sont éprouvées et investies d'une signification culturelle toute différente chez les membres de catégories populaires vu qu'avoir l'estomac « bien calé » est chose plutôt connotée positivement. Une chose est sûre, le rapport à la consommation carnée, relève d'une forme de consommation culturelle qui ne peut se comprendre indépendamment du rapport

au corps qui le sous-tend ainsi que des autres investissements sanitaires, esthétiques, hygiéniques, physiques et éthiques dont le corps peut être également le support et la cible.

### Une appétence en milieu populaire pour la « bidoche » qui n'a rien de naturel

Or, pour éviter de naturaliser des pratiques de consommation qui sont le produit de l'histoire, il convient de rappeler que l'importance conférée par exemple en milieu populaire à l'alimentation dans la vie quotidienne (et la place que revêt l'alimentation dans les dépenses de consommation) n'est en rien la marque d'une appétence naturelle de ces classes pour la « bidoche » ou la « bouffe » en général, code culinaire encore en vigueur aujourd'hui selon les observations tirées d'une enquête ethnographique toute récente que nous avons menée à Genève dans un quartier populaire (Schultheis, Frauenfelder et Delay, 2009, à paraître). Parmi les entretiens réalisés lors de cette enquête de terrain, citons au passage les propos de Guillaume<sup>1</sup> qui s'avèrent très suggestifs. A la question posée : « *Qu'est-ce que vous faites en général comme repas le soir ?* », ce dernier répond : « *Ça varie... – Q. Par exemple hier, qu'est-ce que vous avez fait ? – G : Des steaks, avec des pâtes, c'est varié, ça va des tripes, au rôti, steaks, poulet...* ». Or, comme nous l'avons suggéré ci-dessus, les vertus associées à une alimentation riche et consistante (dont la viande représente sans doute l'un des vecteurs privilégiés) n'ont rien de naturel, elles apparaissent historiquement comme la conséquence de stratégies de « domestication » des mœurs alimentaires populaires (Vigarello, 1993 : 77). Soupçonnées de manger mal ou d'être en situation de sous-alimentation parfois endémique, les classes populaires seront soumises à un contrôle alimentaire de plus en plus conséquent et intrusif. Population « chétive » qu'il convenait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de bien nourrir en fournissant une alimentation à « bon marché » et de « bonne qualité » – tant s'agissait-il notamment du côté du patronat de veiller au bon renouvellement de la force de travail des ouvriers (Lhuissier, 2007)<sup>2</sup> –, les classes populaires sont désormais perçues comme une catégorie de la population dont les « risques » de surcharge pondérale ou d'obésité s'avèrent particulièrement élevés. Alors que par le passé, elles ne mangeaient pas assez, et notamment pas assez de viande, régime alimentaire monopolisé jusqu'il n'y a pas si longtemps par les couches supérieures des villes,

les classes populaires contemporaines sont soupçonnées de manger tout à la fois « trop », « trop gras » et « trop sucré ».

### Des habitudes alimentaires délégitimées

De fait, les classes populaires apparaissent comme des victimes toutes trouvées de la « malbouffe » (à travers le fameux hamburger-frites-ketchup) érigée en symbole pathogène de la société de consommation et de ses dérivés. De nombreux discours savants tendent en effet depuis une dizaine d'année à ériger l'obésité comme un « *problème majeur de santé publique* » (OMS, 2003), débouchant sur la mise en place d'un faisceau de politiques de prévention et d'éducation à la santé (Jacolin-Nackaerts et Clément, 2008) dans différents pays occidentaux. Le passeport « *santé* » donné aux enfants qui participent à la Course de l'Escalade (course à pied populaire et festive dans les rues de Genève, édition décembre 2008), parrainé par des partenaires publics (dont le Département de l'économie et de la santé du canton de Genève) et privés, fournit un exemple prototypique de ce genre de politique. Dans ce passeport, les enfants dès 6 ans sont sensibilisés à la diététique et invités à penser que « *la balance est un équilibre entre ce que tu manges et combien tu bouges* » : « *ce que tu manges contient de l'énergie. Tu utilises cette énergie pour vivre, pour grandir et pour bouger* ». L'image d'une femme forte (avec une boisson sucrée dans une main et un hamburger dans l'autre) est utilisée pour suggérer l'idée que la balance est rompue. La surcharge pondérale est comparée à une véritable « *épidémie qui nous menace* » nous dit encore le magazine *Science et vie* (mai 2005), symptôme de la trop grande « *sédentarité* » d'un homme désormais vu comme étant véritablement « *malade d'inactivité* ». Au-delà du caractère fondé ou non de ce genre de constat et du caractère le plus souvent bien intentionné des agents impliqués dans cette entreprise de sensibilisation et de réforme des comportements (mêlant sans doute des intérêts scientifiques, éthiques, sanitaires et hygiéniques), il semble vraisemblable que les connaissances savantes à l'œuvre ici présentent le risque (le plus souvent involontaire) de contribuer à la stigmatisation de l'inactivité physique associée à un régime alimentaire riche en protéines et en graisse. Ainsi les « *sédentaires* » peuvent être considérés comme coupables, sinon responsables, des problèmes de santé dont ils peuvent souffrir, comme l'attestent sous une forme tranchée certains slogans du type « *les obèses à la caisse* », suggérant que l'entretien de son corps et la manière jugée correcte de s'alimenter peuvent se réduire

1. Guillaume, est un homme de taille moyenne, la quarantaine, assez costaud, travaillant comme poseur de sol dans le bâtiment après avoir suivi un apprentissage comme manutentionnaire ; il vit à Genève dans un appartement de trois pièces avec sa fille âgée de 9 ans, qu'il élève seule et dont il a la garde depuis son divorce, la maman étant morte entre temps.

2. C'est également à cette période que seront institutionnalisées, dans tout un ensemble de pays d'Europe, les « cuisines scolaires », tout particulièrement destinées aux enfants des catégories populaires. Pour Genève, voir notamment Magnin, et Marcacci (1987 : 103-110).

3. OMS, Obésité : prévention et prise en charge de l'épidémie mondiale, Rapport d'une consultation de l'OMS, Série de rapports techniques, Genève, 2003.

4. Cette proposition fut émise par une députée nationale PDC (parti démocrate chrétien suisse) en 2007, en manifestant son opposition à ce que la société paie pour des gens qui se « *laissent aller* », alors qu'ils pourraient très bien faire preuve de davantage de discipline en faisant de l'exercice physique quotidiennement (Journal 20 minutes, 21 mai 2007).

à une question de bonne ou mauvaise volonté, renvoyant au fond la «gestion» du problème à une simple question de responsabilité individuelle.

Alors qu'on sait que l'attention publique portée à un «problème social» et à sa reconnaissance est liée généralement à l'apparition d'institutions et d'agents spécialisés qui trouvent dans ces problèmes, leur qualification et leur traitement, «le ressort et le fondement de leur activité» (Lenoir, 1999, 57), les commentaires critiques évoqués ci-dessus par des «entrepreneurs de morale» (Becker, 1985) divers et dont des catégories sociales dominées sont la cible présentent la particularité de traduire aussi des enjeux de distinction sociale qui apparaissent le plus souvent déguisés derrière des critères d'appréciations sanitaires, diététiques ou esthétiques. Objectivés sous la forme de discours publics pouvant se manifester sous des formes diverses en constituant certaines manières de s'alimenter en autant de vices sinon de «mauvaises habitudes» dont il s'agit – pour les populations visées – de se défaire, ces enjeux de distinction ne peuvent véritablement se comprendre qu'en tenant compte des transformations culturelles développées dans les années 1960 et dont la diffusion sociale demeure inégale. Une chose est sûre, une partie des conseils prodigués dans le domaine de l'alimentation ne sera plus tout à fait la même à partir du moment où le corps n'est plus socialement considéré ou vu de la même façon. Durant cette période, le corps et son écoute (Boltanski, 1971; Perrin, 1984) deviendront l'objet d'attentions et de mises en forme (via l'exercice physique et le sport, les techniques diverses de relaxation, etc.)<sup>5</sup> et le modèle d'esthétique corporelle dominant, porté par les «nouvelles couches moyennes», tendra à généraliser le modèle de la minceur comme modèle de référence et d'excellence: «avoir du ventre» n'est plus une marque de respectabilité pour les hommes (mais au contraire un signe de négligence et les femmes sont incitées «à faire des exercices pour garder la ligne» (Prost, 1984: 97)<sup>6</sup>. A travers de telles mutations, les conditions s'avèrent selon toute vraisemblance réunies pour incriminer de manière rampante et sous des formes nouvelles le rapport à l'alimentation des classes populaires dont la consommation de viandes (en trop grande quantité ou trop riches en matière grasses) soulève tant d'inquiétudes à une époque caractérisée en outre par une augmentation des coûts de la santé...

Arnaud Frauenfelder  
Arnaud.Frauenfelder@unige.ch

## Bibliographie

Becker H. (1985), *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.

Boltanski L. (1971), «Les usages sociaux du corps», *Les Annales*, 1, 205-233.

Bourdieu P. (1979), *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.

Darmon M. (2003), *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte.

Hoggart R. (1970), *La culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit.

Jacolin-Nackaerts M., Clément J.-P. (2008), «La lutte contre l'obésité à l'école: entre biopouvoir et individualisation», *Lien social et Politiques*, n° 59, 47-60.

Lenoir R. (1999), «Objet sociologique et problème social», in Champagne P., Lenoir R., Merllié D. et Pinto L. (sous la dir.), *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod, 51-100.

Lhuissier A. (2007), *Alimentation populaire et réforme sociale. Les consommations ouvrières dans le second XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.

Magnin C., Marcacci M. (1987), «*Le passé composé*» images de l'école dans la Genève d'il y a cent ans, Genève, Tribune Edition. Voir tout particulièrement le chap. «Nourrir et surveiller les enfants pauvres», 103-110.

Perrin E. (1984), *Cultes du corps. Enquête sur les nouvelles pratiques corporelles*, Paris: éd. Favre (coll. «Regards sociologiques»).

Prost A. (1984), «Frontières et espaces du privé», in Ariès P. et Duby G., *Histoire de la vie privée. De la Première Guerre mondiale à nos jours*, Paris, Seuil, 13-153. Voir notamment: le «souci nouveau de l'apparence physique», 97 et ss.

Régnier F., Lhuissier A. et Gojard S. (2006), *Sociologie de l'alimentation*, Paris, La Découverte (coll. «Repères»).

5. On sait que l'attention au corps et à son écoute ainsi qu'au souci de se tenir ou de se maintenir en forme augmente de manière proportionnelle à la position occupée dans l'espace social, c'est-à-dire à mesure que décroît l'activité physique comme activité professionnelle (Boltanski, 1971).

6. Historiquement, le souci d'une nourriture plus légère émergera déjà durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle auprès des élites, souci qui se répandra entre les deux guerres, dans une bourgeoisie plutôt parisienne et mondaine qui fréquente les plages et les villes d'eaux (Prost, 1984: 98). Les autres couches sociales, la bourgeoisie provinciale et les autres milieux (les employés, les ouvriers et les paysans) seront touchés plus tardivement par ces évolutions et de façon variable, même

s'ils apparaissent tous entraînés par le développement de la société de consommation. Ce souci d'une nourriture plus légère se manifestera notamment dans la composition préconisée des menus: on prône désormais «les grillades et les légumes verts».

Schultheis F., Frauenfelder A. et Delay C. (2009, à paraître), *Les classes populaires aujourd'hui. Portraits de familles – cadres sociologiques*, Paris, L'Harmattan (coll. « Questions sociologiques »).

Vigarello G. (1993), *Le sain et le malsain. Santé et mieux-être depuis le Moyen Âge*, Paris, Seuil.